



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2024-11
1^{ER} DECEMBRE 2024

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

Aide à domicile

Economie sociale et solidaire

Enfance - Famille

Immigration

Insertion

Jeunes

Logement

Pauvreté - Lutte contre les exclusions

Personnes âgées

Personnes en situation de handicap

Politique de la ville

Prévention de la radicalisation

Protection de l'enfance

Protection sociale

Travail social

Violences

[Nouvelles Acquisitions](#)



AIDE A DOMICILE

Ces auxiliaires de vie héroïnes du dernier film de François Ruffin et Gilles Perret

Bastamag.net, 04/11/2024

<https://bastamag.net/Ces-auxiliaires-de-vie-heroines-du-dernier-film-de-Francois-Ruffin-et-Gilles-Perret-Au-Boulot>

Sans elles, combien de personnes âgées ne pourraient pas rester à domicile ? Le documentaire Au boulot !, qui sort en salles le 6 novembre, met à l'honneur des travailleuses comme Louisa et Vanessa, auxiliaires de vie. Rencontre.

Un diplôme d'université pour mieux accompagner à domicile

Média social (Le), 18/11/2024

<https://www.lemediasocial.fr/un-diplome-d-universite-pour-mieux-accompagner-a-domicile> GZavkn

L'IUT Paris Pajol propose désormais une formation diplômante pour l'"accompagnement des personnes à fragilités multiples". Accessible sans le bac, elle vise à renforcer les compétences des auxiliaires de vie et à leur ouvrir de nouvelles passerelles.

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Comment concilier fin du monde et fin du mois ? / DELEPINE Justine

Alternatives économiques, 11/2024, n° 452, Cahier central p. IV-V

<https://www.alternatives-economiques.fr/concilier-fin-monde-fin-mois/00112893>

Les exemples de structures appartenant à l'économie sociale et solidaire montrent qu'il est possible de conjuguer action écologique et sociale :

- le GERES, qui accompagne les ménages modestes dans la transition énergétique de leurs logements
- Ikos, qui rassemble des structures mêlant réemploi et insertion

ENFANCE ET FAMILLE

THE CONVERSATION Droits de l'enfant : histoire d'une lente reconnaissance / DENECHERE Yves

TheConversation.com, 14/11/2024

<https://theconversation.com/droits-de-lenfant-histoire-dune-lente-reconnaissance-241526>

Comment est-on passé d'une première reconnaissance internationale des besoins de l'enfant dans les années 1920 à la signature de la Convention des droits de l'enfant ? Comment l'impératif de protection des plus jeunes s'est-il peu à peu articulé avec celui de leur émancipation, et la prise en compte donc de leurs opinions et capacités d'action ? Éclairage historique.



Les inégalités et l'exclusion sociale des enfants augmentent, d'après l'Unicef France

Liberation.fr, 19/11/2024

https://www.liberation.fr/societe/familles/les-inegalites-et-l'exclusion-sociale-des-enfants-augmentent-dapres-lunicef-france-20241119_5NMDQU3SJCXBAFPPTQSPRAQ2A/

A la veille de la Journée internationale des droits des enfants, mercredi 20 novembre, l'ONG publie les résultats de sa consultation nationale des 6-18 ans. Le rapport alerte sur un sentiment de rejet social et des inégalités grandissantes.

<https://www.unicef.fr/wp-content/uploads/2024/11/Rapport-de-la-Consultation-nationale-IUNICEF-de-2024.pdf>



La ville à hauteur d'enfant / VILLE Frédéric
Urbanisme, 11/2024, n° 440, p. 49-51

Professionnels de l'urbanisme et collectivités travaillent de concert pour redonner leur place aux enfants dans l'espace public du quotidien. Revégétalisation des cours d'écoles, rues aux écoles, requalification des pieds d'immeubles ou encore design actif pour encourager la mobilité et l'activité physique, sont autant de solutions pour y parvenir tout en associant les acteurs locaux.

Accueil de la petite enfance



Replay - Mobilités professionnelles et perspectives d'avenir dans la petites enfance, 21/10/2024, 64 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=9dsbKp3ZUkw>

Table ronde avec :

- Alice LAPRAY, Cheffe de service, adjointe au directeur Général - DGCS
 - Elsa HERVY, Déléguée Générale FFEC
 - Medhi TIBOURTINE, Fédération des Entreprises de Services à la Personne
 - Céline BOUDET, Responsable de crèches familiales départementales à vocation d'insertion professionnelle
 - Audrey LEBRUN, Assistante Maternelle – Double Girafe AssMat
- et présenté par Andrew Matiasco, Référent pédagogique, Agir pour la Petite Enfance



La restauration des enfants
de moins de 3 ans
chez les assistantes maternelles
et dans les EAJE

La restauration des enfants de moins de 3 ans chez les assistantes maternelles et dans les EAJE, Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, 11/2024, 38 p.

https://www.hcfea.fr/IMG/pdf/la_restaurations_des_enfants_de_moins_de_3_ans_rapport.pdf

Les crèches sont incitées financièrement par les CAF à fournir un repas le midi aux enfants accueillis. 94 % des crèches fournissent le repas en conséquence. A l'inverse, les assistantes maternelles ne sont pas incitées financièrement à fournir le repas de midi et seulement quatre sur dix le font, un pourcentage en baisse. Le Conseil de la famille suggère de lancer une réflexion pour les encourager à fournir le repas.

Les crèches qui fournissent les repas doivent respecter un ensemble de normes en matière d'hygiène alimentaire, de qualité nutritionnelle des repas et de caractère durable des produits utilisés.

Le Conseil de la famille fait plusieurs recommandations s'agissant du respect des normes : mieux diffuser cette réglementation et les repères nutritionnels aux professionnelles et aux parents ; compléter cette réglementation, en particulier par la prise d'un arrêté interministériel relatif à l'équilibre nutritionnel des repas servis en restauration collective, attendu depuis 2012 ; adapter les incitations financières à fournir un repas au respect des obligations posées par les lois Egalim et Climat et résilience.

Le dispositif Parcours Pro Petite Enfance accompagne et soutient les assistantes maternelles de la Meuse

Lesprodelapetiteenfance.fr, 25/10/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/formation-droits/droits-et-demar>

Depuis le début de l'année 2024, le Département de la Meuse et l'association Alys ont mis en place un dispositif innovant, financé par la Caf de la Meuse et l'Etat via le FIPE, pour soutenir l'accueil individuel en difficulté. Parcours Pro Petite Enfance propose un accompagnement de proximité pour maintenir et soutenir les assistantes maternelles, dont les effectifs risquent de chuter de 20% les cinq prochaines années...



Les Balcons du Dauphiné (38) accompagne la montée en compétences des professionnelles de la petite enfance vers la transition écologique

Territoires-audacieux.fr, 08/11/2024

<https://www.territoires-audacieux.fr/reportages/2024/11/07/balcons-dauphine-petite-enfance/>

Pour améliorer la qualité d'accueil des enfants du territoire, la collectivité travaille autour de différents dispositifs pour réussir à créer une culture commune entre les différentes professionnelles de la petite enfance. Des formations sont proposées mais le projet est plus global puisque la collectivité s'est engagée dans une démarche de labellisation « écolo crèche et éco accueil de loisirs » de l'association Label Vie. Les 25 structures et 150 professionnelles des Balcons du Dauphiné sont engagées dans ce projet qui vise à réfléchir à des achats plus responsables, à apporter une alimentation plus durable aux enfants et à réduire les consommations d'eau, d'énergie et de déchets.

Les séances d'Analyse de Pratiques Professionnelles : richesse et limites ? Par Monique Busquet (Psychomotricienne, formatrice petite enfance)

Lesprodelapetiteenfance.fr, 05/11/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/vie-professionn>

Les professionnels sont de plus en plus nombreux à bénéficier de séances d'Analyse de Pratiques Professionnelles (nommés aussi Groupes d'Analyse des Pratiques), depuis que les gestionnaires des établissements d'accueil ont obligation de mettre en place ces séances.

Il s'agit de donner à chaque professionnel des temps, en dehors de la présence des enfants, avec un intervenant qualifié pour les APP, extérieur à l'équipe, sans lien hiérarchique et dans un cadre de confidentialité des échanges. C'est une reconnaissance de l'importance de pouvoir s'exprimer, échanger, penser et réfléchir à ses pratiques, dans un cadre protecteur. C'est une reconnaissance des enjeux émotionnels de ces métiers, de la nécessité de revisiter ses propres réactions et celles des enfants, des parents ou de ses collègues, de pouvoir exprimer ses ressentis sans peur du jugement, de prendre du recul, d'ouvrir d'autres compréhensions et perspectives d'actions en bénéficiant du regard de ses collègues et d'une pensée en groupe.

Agnès Canayer : « Nous lançons un groupe de travail sur les modes de financement de l'accueil du jeune enfant »

Lesprodelapetiteenfance.fr, 31/10/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/formation-droits/les-politiques-p>

Dans cet entretien exclusif aux Pros de la Petite Enfance, Agnès Canayer, ministre déléguée à la Famille et à la Petite enfance, revient sur le déploiement du Service public de la petite enfance (SPPE) qu'elle souhaite accompagner politiquement et financièrement. Elle espère que l'enveloppe de 86 millions d'€ pourra être augmentée et ira dès la fin du débat budgétaire à la rencontre des élus locaux pour les écouter, les informer, les rassurer. La ministre souhaite aussi s'atteler aux modalités de financement des modes d'accueil. Enfin, une de ses priorités est de renforcer l'attractivité des métiers de la petite enfance car sans professionnels pas de modes d'accueil de qualité.

"Un monde à moi" : Une Mam inclusive ouverte aux enfants en situation de handicap - Initiative BUZAUD Elodie

Lesprodelapetiteenfance.fr, 22/10/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/initiatives/handicap/un-mond>

Alors que la plupart des enfants en situation de handicap sont gardés, par défaut, par leurs parents, cette maison d'assistantes maternelles inclusive de Loire-Atlantique a été créée pour accueillir les enfants en mixité.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-12/ER1286EMB.pdf>



Christel Laché, puéricultrice et RSAI : à l'écoute des équipes, elle ne veut rien leur imposer / LACHE Christel

Lesprodelapetiteenfance.fr, 21/10/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/vie-professionnelle/reglementatio>

La fonction de Référent Santé Accueil inclusif (RSAI) a été instaurée à l'occasion de la réforme des services aux familles dite NORMA. Le RSAI est désormais obligatoire pour toutes les crèches depuis le 1er janvier 2023. A l'époque, nous avons évoqué cette nouvelle fonction avec Christel Laché, infirmière-puéricultrice et RSAI dans plusieurs crèches et micro-crèches. Aujourd'hui, presque deux ans plus tard, elle fait le point sur la façon dont elle exerce son rôle et dont il est accueilli par les équipes. Voici son témoignage.

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/vie-professionnelle/reglementation/le-referent-sante-et-accueil-inclusif-rsai/christel-lache-rsai-laccueil-inclusif-ne-peut-reposer-uniquement-sur-le-referent-sante-et-accueil>

Violences faites aux enfants : les professionnels face au fléau de la maltraitance [Dossier]

EJE journal : le journal des éducateurs de jeunes enfants, 11/2024, n° 109, p. 30-55

Au sommaire :

- Y-aura-t-il une fin ?
- Soutien à la parentalité : une aide à chaque étape
- Professionnels de l'enfance et violences : dilemmes et décisions complexes
- Prévenir pour éradiquer les maltraitances : les missions d'une association qui donne la parole aux enfants
- Regards croisés pour la protection des jeunes enfants : être EJE en AEMO
- Si petit et déjà. . . : l'accueil des bébés en Pouponnière
- Un berceau inclusif d'accueil occasionnel, rempart contre les violences intrafamiliales

Snoezelen auprès des jeunes enfants [Dossier] / CAVELIER Mathilde

Métiers de la petite enfance, 11/2024, n° 335, p.9-27

Au sommaire :

- Snoezelen : que signifie ce mot ?
- "L'approche Snoezelen en petite enfance semble aujourd'hui une évidence, mais il y a dix ans personne ne l'envisageait"
- La sensorialité, du jeune enfant et l'approche Snoezelen
- Chassons les idées reçues sur Snoezelen !
- La posture de l'accompagnant des tout-petits durant une séance Snoezelen
- Mettre en pratique l'approche Snoezelen : des pistes pour un projet réflexif d'équipe !
- Littérature jeunesse et éveil sensoriel

La loi pour le plein emploi et la petite enfance : un réarmement territorial discutable / LONG Martine

Revue de droit sanitaire et social, 09/2024, n° 5, p. 877-889

Au premier janvier 2025, les communes deviendront autorités organisatrices de la petite enfance. Pour autant, la gouvernance de ce secteur demeure complexe. La communication autour de la création d'un service public de la petite enfance est loin de répondre à l'ensemble des questions. La loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi laisse sur ce point un sentiment d'inachevé. Si elle renforce les contrôles, elle ne règle pas la question de la place du privé lucratif et de la capacité des communes à porter une offre de place d'accueil.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048581935>



Le bloc local à l'épreuve de la compétence d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant / CHRISTIANY Damien

Semaine juridique (La). Administration et Collectivités Territoriales, 12/11/2024, n° 45, p. 25-28

Les modalités d'accueil et de gestion de la "petite enfance" constituent un enjeu d'attractivité pour de très nombreux territoires. À compter du 1er janvier 2025, la nouvelle compétence d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant relèvera de l'échelon communal et, par voie de transfert, aux structures intercommunales de rattachement. La loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein-emploi structure le contenu des différentes missions dévolues aux communes en fonction de leur poids démographique et offre la possibilité de définir un réel lien de subsidiarité entre les deux échelons territoriaux. avancée majeure dans la définition juridique d'un service public déjà opérant, la loi du 18 décembre 2023 est une opportunité de structurer (ou de restructurer) le schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant.

Développement de l'enfant

Les écrans : agir ensemble pour un usage responsable [Dossier]

Cahiers de la puériculture (Les), 11/2024, n° 381, p. 11-29

Au sommaire :

- L'hyperconnexion numérique des enfants, une menace pour la santé et le développement
- Une pédiatre engagée dans la lutte contre la surexposition aux écrans
- Exposition aux écrans : une démarche éthique et collaborative en faveur des familles
- Promouvoir le jeu auprès des familles, un projet en PMI pour lutter contre les écrans

Un animal, ça aide à grandir [Dossier]

Ecole des parents (L'), 10/2024, n° HS 7, 66 p

Les animaux font partie intégrante du quotidien de nombreux foyer français : plus de la moitié d'entre eux en possèdent au moins un, en majorité un chien ou un chat ; plus on est jeune et plus la famille compte de membres, plus il y a de chances d'y trouver l'un de ces petits compagnons de vie. Depuis peu, la recherche s'intéresse à la façon dont ils contribuent à façonner l'univers affectif et relationnel de l'enfant, participent à son développement émotionnel, cognitif, social. Ils renforceraient même les liens familiaux ! Mais l'animal est aussi de plus en plus souvent invité à devenir un partenaire de soins, notamment pour des enfants souffrant de handicaps physiques, mentaux ou de troubles du neurodéveloppement. Nous sommes allés voir cela de plus près, sans oublier de nous pencher sur les questions éthiques que pose la médiation animale. De nombreux experts ont accepté d'explorer avec nous cette relation aux multiples facettes que nous entretenons avec les animaux depuis l'enfance. En témoigne la place qui leur est accordée dans la littérature jeunesse !

<https://www.editions-eres.com/ouvrage/5349/un-animal-ca-aide-a-grandir>

Parentalité

THE CONVERSATION

Les parents à l'épreuve du harcèlement scolaire / KARRAY DERIVOIS Amira

TheConversation.com, 04/11/2024

<https://theconversation.com/les-parents-a-lepreuve-du-harcèlement-scolaire-234236?>

Découvrir que son enfant est victime ou acteur de harcèlement peut placer un parent dans une situation de défaillance, réactiver des blessures de jeunesse et transformer les relations familiales. Comment restaurer la confiance ?



IMMIGRATION

 **Replay - Le travail migrant, une autre forme de "délocalisation" ?** 18/11/2024, 34 mn
<https://www.youtube.com/watch?v=4yops6n6vIY>

Conférence de Daniel Veron dans le cadre du cycle "Avenue centrale" (saison 11).
Alors que les lois anti-immigration s'empilent, la main-d'œuvre étrangère s'avère toujours indispensable dans de nombreux secteurs de l'économie. Le recours à ce « travail migrant » se fait au travers d'une variété de statuts, légaux ou non, qui permettent la mise au travail des personnes migrantes dans des conditions moins favorables et plus intensives. En ce sens, le recours au travail migrant peut apparaître comme une modalité particulière de mise en œuvre d'une « délocalisation », à ceci près qu'elle s'exerce « sur place ». Dès lors, l'horizon pour déjouer la pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail ne peut passer que par la lutte pour l'égalité des droits.

INSERTION

Entretien avec Ahmed El Khadiri, délégué général de L'Union nationale des Missions locales (UNML) : "nous demandons de retrouver les 200 000 CEJ et un budget PACEA à 100 000 millions d'euros"

Info formation (L'), 01/11/2024, n° 1085, p. 26-27

Les 8 et 9 octobre 2024, les Rencontres nationales des Missions locales, au Havre, ont été marquées par un contexte de désengagement budgétaire qui inquiète l'UNML pour 2025. Le délégué général craint que les nombreux investissements et partenariats engagés ces dernières années ne soient anéantis par ce coup de frein.

JEUNES



Replay Webinaire 1/7 - Ados et société - Couleurs adolescence

CNFPT, 26/11/2024, 180 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pg69hlgdw4v7/?launcher=false>

Premier d'une série de sept, ce webinaire propose d'explorer la période de l'adolescence sous diverses disciplines qui l'étudient depuis seulement 1 siècle. Cette approche multiple est essentielle pour comprendre ce concept riche et complexe qui ne répond à aucune caractérisation uniforme mais plutôt de manière consensuelle comme une période (et non une étape) du développement humain.

<https://padlet.com/berangereguillet/couleurs-adolescence-2muqcxvht7opqm>

Découvrir le monde / Ministère des sports, de la jeunesse, de la vie associative, consulté le 19/11/2024

<https://www.decouvrirlemonde.jeunes.gouv.fr/>

Le site [decouvrirlemonde.jeunes.gouv.fr](https://www.decouvrirlemonde.jeunes.gouv.fr/) a pour objectifs d'aider les jeunes à construire leurs projets de mobilité que ce soit pour se former, travailler ou encore s'engager pour une cause solidaire, les aiguiller dans leurs choix, les préparer à l'expérience à l'international, les informer sur l'actualité des programmes de mobilité et d'engagement en Europe et à l'international, enfin leur donner envie de se lancer.



Les écrans et les jeunes : pourquoi il faut agir / ROLLAND Catherine

Polytechnique-insights.com, 06/11/2024

<https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/societe/les-ecrans-et-les-jeunes-pourquoi-il-faut-agir/>

En 2024, une commission d'experts mandatée par le Président de la République a publié un rapport visant à établir un consensus scientifique concernant les conséquences des écrans sur la santé des jeunes.

Le rapport dénonce notamment le phénomène de « technoférence » chez les enfants de 0 à 3 ans, c'est-à-dire l'interposition d'un écran dans les relations parent-enfant, ce qui peut affecter leur développement.

Un autre effet délétère concerne l'impact de la lumière bleue (particulièrement lorsqu'elle vient de dessous les yeux) émise par les écrans sur la vue : elle favorise la myopie, perturbe le sommeil et contribue à une sédentarité accrue, affectant les capacités physiques.

Lorsqu'ils naviguent sur Internet, les jeunes peuvent être exposés à des contenus choquants, au harcèlement, ainsi qu'à la sextorsion et aux deepfakes.

Pour faire face à ces problèmes, l'éducation des jeunes aux réseaux sociaux doit être assurée par l'école, les professionnels de la santé, les parents et les ministères concernés.

THE CONVERSATION

Adolescence : pour lutter contre le cyberharcèlement, comprendre les logiques de réputation sur les réseaux sociaux / STASSIN Bérengère, DEAGE Margot

TheConversation.com, 06/11/2024

<https://theconversation.com/adolescence-pour-lutter-contre-le-cyberharcèlement-comprendre-les-logiques-de-reputation-sur-les-reseaux-sociaux-242807>

La course à la popularité inhérente au fonctionnement des réseaux sociaux conduit parfois les jeunes utilisateurs à prendre des risques qui peuvent nourrir différentes formes de cyberharcèlement. Comment leur apprendre à se protéger ? Au-delà d'une maîtrise technique, n'est-ce pas l'acquisition d'une culture numérique critique qui est en jeu ?



Je ne décroche pas, je me construis ! : Bâtir ensemble les conditions de garantie des chances : prévention, intervention et remédiation du décrochage scolaire en Pays de la Loire

CESER Pays-de-la-Loire, 2024, 108 p.

<https://ceser.paysdelaloire.fr/liste-etudes/je-ne-decroche-pas-je-me-construis-batir-ensemble-les-conditions-de-garantie-des-chances-prevention-intervention-et-remediation-du-decrochage-scolaire-en-pays-de-la-loire/>

Processus complexe, le décrochage scolaire peut être la conséquence de causes multiples et revêtir des formes très diverses. En Pays de la Loire, plus de 5 000 jeunes de moins de 18 ans sont concernés. Ces dernières années, de nouveaux éléments contextuels ont influé sur ce phénomène, tantôt de façon négative comme la pandémie de Covid-19 et ses conséquences (santé mentale, désocialisation) ou encore une pression accrue sur l'orientation, ou à l'inverse de façon positive avec par exemple une politique volontariste menée par le Conseil régional. Où en sommes-nous ? Qu'en disent les jeunes et les professionnels qui les accompagnent ? Ce sont les questions que le CESER s'est posé tout au long de cette étude

"Teen series", adolescence et sexualité

Ecole des parents (L'), 11/2024, n° 653, p. 26-28

Le projet Sexteen, porté par la Région Nouvelle-Aquitaine et hébergé par le laboratoire Mica (Université de Bordeaux), propose aux professionnels des outils pédagogiques et de médiation pour aborder les sexualités des ados avec ces derniers.

<https://mica.u-bordeaux-montaigne.fr/events/teen-series-genre-sexualites-et-series-pour-ados/>

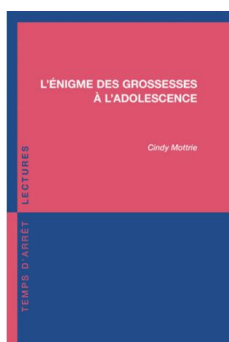


Jeunes, religions et spiritualités [Dossier]

Agora débats/jeunesse, 2024, n° 98, p. 44-135

<https://shs.cairn.info/revue-agera-debats-jeunesses-2024-3?lang=fr>

Que fait la jeunesse contemporaine de la religion ? Comment les appartenances religieuses se construisent-elles ? Quelle place accordent les jeunes aux pratiques spirituelles ? Ce numéro thématique rassemble des travaux récents qui reposent sur des terrains variés et étudient le rapport au religieux et à la spiritualité des jeunes. Il interroge ce que signifie pour elles et eux le fait de s'identifier, ou de ne pas s'identifier, à une religion ou à une forme moins structurée de spiritualité en fonction de l'héritage religieux et des contextes sociaux dans lesquels elles et ils grandissent. Les significations – symboliques et pratiques – des appartenances religieuses ou spirituelles sont abordées notamment du point de vue des socialisations et des formes d'engagement ou de désengagement religieux ou spirituel chez les jeunes, qui finissent par produire et révéler des mécanismes de hiérarchisation sociale plus vastes.



L'énigme des grossesses à l'adolescence / MOTTRIE Cindy

Yapaka.be, 10/2024, 34 p.

<https://www.yapaka.be/livre/livre-lenigme-des-grossesses-a-ladolecence>

Comment comprendre les chiffres des grossesses à l'adolescence. Et cela, malgré la prévention et l'information de plus en plus accessible en matière de vie affective et sexuelle et l'accès à la contraception. Souffrances existentielles, transgression d'interdits, signe de passage à l'âge adulte, désir de maternité ou désir d'enfant, répétitions transgénérationnelles, chaque grossesse à l'adolescence témoigne d'enjeux complexes. De plus, les familles dont sont issues ces adolescents sont souvent caractérisées par une fragilité des places et de différence des générations.

Ce texte explore les mécanismes en jeu à l'adolescence en regard de ces grossesses et maternités. Rejoindre ces jeunes dans cette mise en acte et dans leur détresse est la voie proposée par l'auteure. Une telle approche autorise à considérer que devenir mère ou père à 16 ans est aussi une tentative de s'en sortir. Des pistes d'intervention sont dépliées pour soutenir les professionnels dans l'accompagnement de ces adolescentes et adolescents.

Matthieu Gautier : "Faisons confiance aux jeunes !" /

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 66

Matthieu Gautier a été chef de service à la mission "jeunesse" du département de la Gironde, chargé de construire un nouveau plan destiné à améliorer la situation des jeunes. Une expérience riche, dont il a tiré un livre ("Politiques territoriales de jeunesse", éditions Berger Levrault, 09/2024)

LOGEMENT

Accompagner les personnes en situation de grande marginalité - Bilan et enseignements de 4 années d'expérimentation, 2024, 36 p.

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/Bilan_DIHAL_sans_abrisme.pdf

Zoom sur un dispositif particulièrement innovant dont la Dihal fait aujourd'hui le bilan après 4 ans de mise en œuvre : « l'accompagnement des personnes en situation de grande marginalité » avec un hébergement et un accompagnement très intense : approche de réduction des risques et des dommages pour gérer les addictions, accueil des animaux domestiques, accompagnement pluridisciplinaire et multi-partenarial et des modes d'habitats variés.



Un centre d'hébergement ouvert au handicap

Direction(s), 11/2024, n° 235, p. 16-18

Paris. Initiative unique en Île-de-France, le centre d'hébergement d'urgence Horizon des possibles accompagne socialement des familles en grande précarité dont un ou plusieurs enfants sont en situation de handicap. De quoi leur apporter un peu de répit et de stabilité.

PAUVRETE



Replay - Pauvretés rurales, pauvretés urbaines : mêmes combats ? – 34e convention

Intercommunalités de France, 23/10/2024, 89 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=T1Fjh4e12lw>

Où en est-on des politiques de lutte contre la pauvreté ? Leur finalité est-elle l'emploi, l'accès aux droits ou l'épanouissement personnel ? Faut-il privilégier une approche par publics ou une approche géographique ? L'action publique est mise à l'épreuve d'une pauvreté persistante, multiforme et diffuse. Avec cet atelier, participez à un débat politique entre élus urbains et ruraux et imaginez de nouvelles réponses aux vulnérabilités de nos territoires.

Avec la participation :

- Florian Bercault, Président, Laval Agglomération
- Jean-Yves Brenier, Président, Communauté de communes des Balcons du Dauphiné
- Anne-Claire Mialot, Directrice générale, ANRU
- Anne Terlez, Vice-présidente, Agglo Seine-Eure
- Achille Warnant, Docteur en géographie et conseiller scientifique au GIP EPAU

Animation par :

- Romain Briot, directeur adjoint et conseiller cohésion sociale et territoriale, Intercommunalités de France



Prestations sociales : quand la solidarité s'éloigne

Secours catholique, 11/2024

<https://www.secours-catholique.org/sites/default/files/03-Documents/RS24.pdf>

Le Secours Catholique publie ce jeudi 14 novembre son rapport statistique annuel État de la pauvreté en France « Prestations sociales : quand la solidarité s'éloigne ». Pour son rapport 2024, au-delà des contours d'une pauvreté multiple et complexe, qui caractérise l'exclusion d'aujourd'hui, l'association alerte sur la dégradation du niveau de vie des plus pauvres et la difficulté à accéder à la protection sociale face à la dématérialisation des démarches administratives.



Rapport pauvreté 2024 : quand la solidarité s'éloigne

Secours catholique, 11/2024, 1.39mn

<https://youtu.be/qVLGwQaAogk?si=EAmGzH-XcMZ1WmKG>

Le Secours Catholique publie son rapport statistique annuel sur l'état de la pauvreté en France.

Les prestations sociales sont la principale ressource des ménages accueillis par le Secours Catholique. Mais l'éloignement géographique des services publics ainsi que le rétrécissement des droits et des conditions d'accès rendent cette solidarité de plus en plus difficile d'accès.

- 555€ : c'est le niveau de vie mensuel médian des personnes accueillies

- Un tiers des personnes éligibles au RSA ne le perçoivent pas.

- 25% des ménages rencontrés sous sans ressources. Un triste record !

<https://www.secours-catholique.org/sites/default/files/03-Documents/RS24.pdf>





Approfondir la compréhension de la précarité matérielle / ALBEROLA Elodie, LEHUEDE Franck, ANGULO Léa, Credoc, 2024, 69 p.

<https://www.adnfrance.org/le-rapport-detude-du-credoc-premiers-resultats-de-initiative-de-recherche/>

14 % de la population se trouve en situation de privation matérielle et sociale soit le taux le plus haut observé depuis 2013. Découvrez le rapport d'étude réalisée par l'Agence du Don en Nature et le CRÉDOC, qui a vocation à illustrer le sentiment d'insécurité sociale en s'intéressant de manière qualitative aux parcours des personnes accompagnées au sein d'épicerie sociale et solidaires.

Sociologie des petites gens

Pensée Plurielle, 2024, p. 7-172

<https://shs.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2024-1>

- Le pouvoir d'agir des « petites gens » Marcel Jaeger
- Sociologie de celles et de ceux qui épousent le principe de réalité - Les vertus de petites gens et le regard des autres - Brahim Labari
- L'accompagnement des petites gens dans un centre d'hébergement et de réinsertion sociale : analyse des pratiques professionnelles -, Émilie Duvivier, Emmanuel Jovelin
- Quand les personnes SDF se disputent le peu de places d'hébergement social, Aurélien Carotenuto-Garot, Stéphane Rullac
- La beauté des « petites gens » La socio-esthétique auprès du corps vulnérable, Gisèle Dambuyant
- Relégués aux dispositifs d'urgencesAu-delà du manque de places, pourquoi restent-ils à la rue ? Valérie Wolff
- De la condition sociale des personnes âgées immigrées (PAI) : une accumulation de facteurs défavorables Mustapha Dehas
- Des rêves contrariés : le retour difficile des migrants ivoiriens dans leur pays Claudio Bolzman, Théogène-Octave Gakuba Djedou Martin Amalaman
- Genre, pauvreté et migration : autonomisation économique grâce à l'intégration sur le marché du travail des femmes immigrées de pays tiers à Helsinki, Finlande Ayuk Oroch Etongo
- Issus de « petites gens » : comment déclarer la profession de ses parents ? Stéphane Beaud
- Les trajectoires des personnes détenues : entre contrainte et restructuration Louise Baudinet

Le pouvoir d'agir des « petites gens » / JAEGER Marcel

Pensée Plurielle, 2024, p. 15-26

<https://shs.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2024-1-page-15>

Les personnes les plus pauvres sont souvent considérées de peu d'intérêt. Elles suscitent tantôt du mépris, tantôt de la compassion. Pourtant, les valeurs démocratiques conduisent à mettre en avant les thèmes de la participation et du développement du pouvoir d'agir. Il s'agit de passer de la condescendance à la reconnaissance des ressources de ces personnes souvent marginalisées, de dépasser donc l'opposition entre « petitesse » et « grandeur ». Mais les « petites gens » ne forment pas un ensemble homogène et les formes du pouvoir d'agir doivent être différenciées.

Quand la ville redonne du pouvoir d'achat à ses habitants

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 69

Mornant (Rhône) 6 300 hab.

La commune construit une offre de produits et de services, dont elle négocie les tarifs pour ses habitants

Les élus locaux sur le front de l'urgence sociale [Dossier]

Territoires du social, 11/2024, n° 553, p. 16-23

- Se former pour valoriser son mandat
- Université du citoyen de Châteauroux : une méthode productive
- Conditions d'exercice du mandat : l'urgence d'une amélioration
- L'Institut Terram : un think tank dédié aux territoires



Inclusion numérique



Les droits des usagers des services publics face aux algorithmes et aux systèmes d'IA : points de vigilance et recommandations de la Défenseure des droits

Defenseurdesdroits.fr, 13/11/2024

<https://www.defenseurdesdroits.fr/les-droits-des-usagers-des-services-publics-face-aux-algorithmes-et-aux-systemes-dia-749>

Face au nombre croissant de décisions administratives individuelles prises sur la base de résultats livrés par des algorithmes ou systèmes d'IA, la Défenseure des droits s'inquiète des risques qu'induit cette algorithmisation des services publics pour les droits des usagers. Elle présente plusieurs recommandations afin que les garanties prévues par la loi soient pleinement concrétisées.

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/2024-11/DDD_rapport_algorithmes-systemes-d-IA-et-services-publics_2024_20241025.pdf

Inclusion numérique

Comment piloter localement la politique d'inclusion numérique

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 11/2024, n° 379, p. 60-61

Alors qu'un Français sur trois est éloigné du numérique, quelles réponses apporter aux usagers et comment gouverner sa politique d'inclusion locale eu égard à l'enchevêtrement des acteurs? Tour d'horizon.

Mobilité inclusive



Pourquoi et comment évaluer les impacts de la mobilité inclusive ? - Retours d'expériences des acteurs de terrain.

Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, 2024, 32 p.

<https://www.mobiliteinclusive.com/etude-mesure-dimpact/>

Dans le cadre de la démarche TousMobiles, le Laboratoire de la Mobilité inclusive a fait réaliser par Improve une étude sur la méthodologie d'une évaluation de l'impact des actions de mobilités solidaires.

Cette étude souligne les questions à se poser pour évaluer l'impact d'un projet de mobilité solidaire : Quel type de données collecter ? Auprès de qui ? À quel moment ? Quels indicateurs sont pertinents à relever ? etc.

Par ailleurs, l'étude met en avant 3 enjeux méthodologiques pour l'évaluation de l'impact de la mobilité solidaire et inclusive :

- L'aspect multidimensionnel avec des volets économiques, sociaux, territoriaux et environnementaux
- L'interdépendance de ces aspects, donc à traiter conjointement
- Le manque de moyens financiers, le manque de connaissances des solutions et les disparités territoriales.



Pauvreté de l'enfance et de la jeunesse



Rapport - Consultation nationale des 6-18 ans 2024 enfants et adolescents en souffrance - Privations, déficit de protection et rejet social

Unicef, 11/2024, 112 p.

<https://www.unicef.fr/wp-content/uploads/2024/11/Rapport-de-la-Consultation-nationale-IUNICEF-de-2024.pdf>

Ces résultats exceptionnels reposent sur la participation directe de près de 20 000 enfants et adolescents, de 6 à 18 ans, qui ont partagé leurs perceptions et vécus entre octobre 2023 et mars 2024. Cette consultation se distingue non seulement par son échelle, mais aussi par la profondeur des questions abordées : avec en fil rouge de cette édition la pauvreté et l'exclusion, elle fournit également des éléments sur tous les champs de leurs droits et de leur bien-être au quotidien.

Pauvreté des personnes âgées

Journée régionale consacrée à l'accompagnement des personnes précaires vieillissantes dans les Ehpad d'Île-de-France / FRIOCOURT Patrick, BILGER Isabelle, LE NOC SOUDANI Martine, CARON Alexandre, MIOT Charlotte, BARRIERE Pascale, HUGONOT DIENER Laurence, DELARUE Patrick, VARLET Angélique

Revue de gériatrie, 10/2024, n° 49, p. 451-507

- Le concept de précarité
- L'accueil des grands précaires dans les Ehpad d'IDF
- Une prise de conscience vers une meilleure reconnaissance et prise en charge des personnes précaires vieillissantes
- L'hygiène du grand précaire : un casse-tête pour les professionnels des Ehpad
- Hygiène et Diogènes
- Paroles de personnes âgées précaires
- Témoignage : La prise en charge après l'admission en Ehpad
- Journée régionale consacrée à l'accompagnement des personnes précaires vieillissantes dans les Ehpad d'Île-de-France : perspectives

Précarité alimentaire



Près d'un tiers des recourants à l'aide alimentaire ont moins de 35 ans

INJEP, 10/2024, 4 p

<https://injep.fr/publication/pres-dun-tiers-des-recourants-a-laide-alimentaire-ont-moins-de-35-ans/>

En 2021, 30 % des bénéficiaires d'une aide alimentaire en nature apportée par une association ont entre 16 et 35 ans. Ces jeunes disposent de ressources financières nettement plus faibles que les autres recourants et sont plus souvent de nationalité étrangère. Six sur dix déclarent y recourir une à deux fois dans le mois, et quatre sur dix une à deux fois par semaine. Quatre sous-groupes se distinguent parmi ces jeunes : le premier est surtout composé de femmes inactives avec enfants (41 %), le deuxième d'étudiants (37 %), le troisième de jeunes précaires en insertion professionnelle (11 %) et le quatrième de personnes sans domicile ou en très grande précarité (11 %). Chaque sous-groupe a des pratiques spécifiques en termes de fréquence, de lieu de distribution et de type de denrées alimentaires récupérées.



Précarité énergétique

Précarité énergétique : les associations disent stop à la procrastination

Actu-environnement.com, 06/11/2024

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/journee-2024-lutte-contre-precarite-energetique-renovation-performante-cheque-energie-45016.php4>

Alors que la précarité énergétique des ménages continue de s'aggraver, les associations demandent aux pouvoirs publics de s'occuper du sujet, afin de lutter contre ce fléau et d'accélérer les rénovations performantes des logements.

PERSONNES AGEES

Service public départemental de l'autonomie : "Ce n'est pas un nouveau guichet"

Média social (Le), 19/11/2024

https://www.lemediasocial.fr/service-public-departemental-de-lautonomie-ce-nest-pas-un-nouveau-guichet_41GJ9A

Le 19 novembre, lors d'une table-ronde organisée par le cabinet Autonomii, des préfigurateurs du service public départemental de l'autonomie (SPDA) ont fait part de la "dynamique" de cette démarche. Des inconnues persistent avant sa généralisation en 2025.

Le Monde Qui devons-nous sacrifier ? Les personnes âgées ou les personnes handicapées ?

Monde (Le), 15/11/2024, p. 27

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/13/l-appel-des-elus>

Si rien ne change dans le projet de finances 2025, l'avenir des départements et leur modèle de justice sociale et territoriale seront fragilisés, s'alarme un collectif de près d'une centaine d'élus départementaux réunis en assises.

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie va réinvestir dans la démarche Monalisa

Hospimedia, 07/11/2024

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20241106-politique-de-sante-la-caisse-nationale-de-solidarite/>

L'association Monalisa de lutte contre l'isolement fête ses dix ans l'esprit serein pour l'avenir. La CNSA envisage une nouvelle convention financière. La lutte contre l'isolement est un combat politique qui se joue en collectif. Sur les territoires les équipes citoyennes se mobilisent.



Atlas cartographique du grand âge : les dynamiques territoriales du vieillissement, Intercommunalités de France, 10/2024, 58 p.

<https://www.intercommunalites.fr/publications/atlas-cartographique-du-grand-age/>

Premier volet d'une analyse approfondie sur le grand âge, ce document propose des éléments de cadrage essentiels pour comprendre pleinement les enjeux de la transition démographique à l'échelle nationale, tout en permettant de cibler les spécificités propres à chaque intercommunalité.

Portraits de Territoires, politique de l'autonomie, 2024

<https://cnsa-apps.shinyapps.io/portraits-des-territoires/>

Bienvenue sur l'application « Portraits de Territoires, Autonomie ».

Cette application permet de consulter l'ensemble des données disponibles pour caractériser la politique de l'autonomie sur un territoire.

Ciblée au niveau départemental, cette dernière vous permet, selon différents axes choisis, de comparer les indicateurs d'un département à ceux des autres départements de sa région, ou à tout autre département choisi.



Gênes veut devenir une ville de la longévité / PAILLARD Arnaud

Urbanisme, 11/2024, n° 440, p. 64-66

Selon l'OMS, près d'un quart de la population italienne a plus de 65 ans. En 2050, ce taux devrait atteindre 35 %. A Gênes, en Ligurie, ce chiffre avoisine les 30%, ce qui en fait la grande ville la plus âgée du pays.

Depuis le milieu de l'année 2024, le Progetto Genova se propose d'en faire le laboratoire d'une ville adaptée pour les personnes âgées, où l'on vieillit mieux.

Un havre pour les seniors / PICAUD Emmanuelle

Urbanisme, 11/2024, n° 440, p. 46-48

La municipalité multiplie les projets d'aménagements pour améliorer l'intégration des publics de plus de 65 ans. Elle est allée jusqu'à refondre entièrement son mode de gouvernance pour tenir ce pari

Bien vivre et bien vieillir - Dans quels domiciles ? [Dossier]

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 11/2024, n° suppl au n°164, 35 p

Au sommaire :

- L'Ehpad, alternative ou vrai domicile
- Inventer des nouveaux chez-soi
- Rester dans son domicile initial
- Hors les murs

Investir dans l'innovation verte : un pionnier néerlandais (Pays-Bas)

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 11/2024, n° 164, p. 36

Pennemes et Mennistenerf sont deux structures de soins pour personnes âgées qui ont choisi de mettre à profit les bienfaits de la nature, afin d'allier qualité d'accompagnement de leurs résidents et réduction de leur empreinte sur l'environnement.

Ehpad



Série "Dernières nouvelles du sexe : 20 ans d'évolution des sexualités" -

Épisode 13/13 : À l'Ehpad : le sexe comme jamais - Les Pieds sur Terre

France culture, 14/11/2024

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-pieds-sur-terre/a-l-ehpad-le-sexe-comme-jamais-3000856>

Le nombre de femmes et d'hommes qui ont une activité sexuelle après 80 ans est étonnamment important. À l'Ehpad, une veuve de 80 ans avec son amant de 58 ans, un couple de 93 et 97 ans et de nouveaux amants à l'aube de leurs 80 ans racontent vivre une sexualité épanouie.



Hôpitaux, Ehpad : et si on mangeait mieux ? Les bonnes choses

France culture, 10/11/2024, 28 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-bonnes-choses/hopitaux-ehpad-et-si-on-mangeait-mieux-6787541>

Il existe des initiatives, des associations, des chef/fes qui oeuvrent à faire de la restauration collective pour les malades et les personnes dépendantes un moment de plaisir. Nous en avons sélectionné trois.

Le Monde Kersalic, un Ehpad comme un « village » / JEROME Beatrice

Monde (Le), 19/11/2024, n° 24846, p. 13

https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/11/18/ehpad-au-village-de-kersalic-les-soignants-sont-des-souffleurs-de-vie_6399620_3224.html

A Guingamp, cette maison de retraite municipale fait figure de modèle dans un secteur en crise.



Journée régionale consacrée à l'accompagnement des personnes précaires vieillissantes dans les Ehpad d'Île-de-France / FRIOCOURT Patrick, BILGER Isabelle, LE NOC SOUDANI Martine, CARON Alexandre, MIOT Charlotte, BARRIERE Pascale, HUGONOT DIENER Laurence, DELARUE Patrick, VARLET Angélique

Revue de gériatrie, 10/2024, n° 49, p. 451-507

- Le concept de précarité
- L'accueil des grands précaires dans les Ehpad d'IDF
- Une prise de conscience vers une meilleure reconnaissance et prise en charge des personnes précaires vieillissantes
- L'hygiène du grand précaire : un casse-tête pour les professionnels des Ehpad
- Hygiène et Diogènes
- Paroles de personnes âgées précaires
- Témoignage : La prise en charge après l'admission en Ehpad
- Journée régionale consacrée à l'accompagnement des personnes précaires vieillissantes dans les Ehpad d'Île-de-France : perspectives

Un outil pour évaluer les risques professionnels en Ehpad

Média social (Le), 20/11/2024

https://www.lemediasocial.fr/un-outil-pour-evaluer-les-risques-professionnels-en-ehpad_qQZU9y

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) et l'Assurance maladie ont élaboré un nouvel outil permettant aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) d'évaluer les risques professionnels.

La bonne alimentation des personnes âgées doit intégrer la notion de plaisir

Hospimedia, 08/11/2024

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20241108-qualite-la-bonn>

Le Conseil national de l'alimentation a adopté à l'unanimité le 6 novembre 2024 un avis centré sur le bien vieillir. Il rappelle toute l'importance de maintenir le plaisir sensoriel au-delà de la satisfaction des besoins nutritionnels. En Ehpad, il préconise la définition d'un coût minimal journalier des denrées alimentaires.

[https://cna-alimentation.fr/wp-](https://cna-alimentation.fr/wp-content/uploads/2024/11/CNA_Avis92_Bien_vieillir_alimentation.pdf)

[content/uploads/2024/11/CNA_Avis92_Bien_vieillir_alimentation.pdf](https://cna-alimentation.fr/wp-content/uploads/2024/11/CNA_Avis92_Bien_vieillir_alimentation.pdf)

https://cna-alimentation.fr/wp-content/uploads/2024/11/Resume_4_Pages_Avis-92.pdf

Quand les résidents ont voix au chapitre

Direction(s), 11/2024, n° 235, p. 12-14

<https://www.directions.fr/Trophee/reportages/2024/10/Quand-les-residents-ont-voix-au-chapitre-2060729W/>

Nice (Alpes-Maritimes). Ici, ça foisonne. Pétanque, basket adapté, activités cognitives et culturelles. L'objectif : encourager la mobilité, mais surtout la participation dans la vie collective. L'Ehpad de la Croix-Rouge russe, qui donne toute sa place à la parole des résidents et des familles, a reçu le prix Promotion de l'autodétermination et de la citoyenneté des résidents lors du Trophée Direction[s] 2023.

De l'intérêt des art-thérapies en Ehpad /

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 11/2024, n° 164, p. 26

Psychiatre honoraire des hôpitaux, fondateur et directeur de l'institut national d'expression, de création, d'art et thérapie (Inecat), le Pf Jean-Pierre Klein, oeuvre au sein de l'agence des médecines complémentaires adaptées (A-MCA) en qualité d'expert pour renforcer la place des art-thérapies auprès des résidents d'Ehpad – Entretien



Psychologue en Ehpad / HERIAU Maxime

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 11/2024, n° 164, p. 27

Le psychologue en Ehpad assume plusieurs missions au sein d'une structure avec comme objectif d'accompagner et de soutenir les différents acteurs (résidents, familles et personnels). Il fait partie intégrante de l'équipe de santé aux côtés des médecins, infirmières et aides-soignants.

Préserver le sommeil des résidents [Dossier]

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 11/2024, n° 164, 14-19

Au sommaire :

- Respecter le sommeil de résidents
- Différencier le temps passé au lit et le temps de sommeil
- Collation nocturne : pour dormir et se rendormir
- Qui dort dîne

Du nouveau en matière d'obligation alimentaire : l'impact de la loi du 8 avril 2024 relative au "bien vieillir" sur les débiteurs d'aliments / NIEMIEC Amélie

Petites affiches, 10/2024, n° 10, p. 22-24

La loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 apporte des modifications non négligeables en matière d'obligation alimentaire : d'une part, en allongeant les situations d'indignité parentale, d'autre part, en restreignant la liste des débiteurs d'aliments pouvant être sollicités dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées.

EHPAD : faire face à la dégradation des comptes

Journal des maires et des conseillers municipaux, 11/2024, n° 11, p. 23-24

Les élus locaux dénoncent l'essoufflement des financements des EHPAD publics, provoquant un déficit chronique pris en charge pour partie par les budgets communaux. Certains maires déplorent un manque évident de volonté politique pour prendre en main le sort des personnes âgées.

Santé des personnes âgées

Perte d'autonomie à domicile : les seniors moins souvent concernés en 2022 qu'en 2015 - Premiers résultats de l'enquête Autonomie 2022

DREES - études et résultats, 14/11/2024, n° 1318

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/241114_ER_perte-autonomie-seniors

La Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie une étude à partir du nouveau dispositif des enquêtes Autonomie. Elle s'intéresse aux personnes en perte d'autonomie vivant à domicile et à la diminution de la prévalence de celle-ci entre 2015 et 2022.

Centre de ressources et de preuves

Cnsa.fr, 2024

<https://www.cnsa.fr/informations-thematiques/prevention/centre-de-ressources-et-de-preuves>

La CNSA s'est vu confier, dans le cadre de sa convention d'objectifs et de gestion 2022-2026, la responsabilité de préfigurer et de mettre en place un « centre de ressources et de preuves dédié à la prévention de la perte d'autonomie », comme le prévoit la loi « Bien vieillir » du 8 avril 2024.



8 conseils pour réussir une action de prévention des chutes par l'activité physique, 2024

<https://www.gerontopole-paysdelaloire.fr/actualites/8-conseils-pour-reussir-une-action-de-prevention-des-chutes-par-lactivite-physique>

La prévention des chutes est un enjeu crucial pour les personnes âgées et leurs proches. En effet, une chute peut avoir des conséquences physiques et psychologiques importantes, accélérant la perte d'autonomie et augmentant les risques de dépendance. Pour répondre à cette problématique, le centre de ressources et de preuves de la CNSA, en partenariat avec l'Union des gerontopôles de France, a récemment publié des recommandations pratiques pour aider les professionnels et les financeurs à mener des actions de prévention efficaces. Voici les 8 conseils clés pour mettre en œuvre des actions de prévention des chutes par l'activité physique chez les personnes de plus de 60 ans.

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le handicap, différentes approches pour une notion complexe – Premiers résultats de l'enquête Autonomie 2022

DREES - Etudes et résultats, 14/11/2024, n° 1317

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/241114_ER_handicap

La Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie une étude à partir du nouveau dispositif des enquêtes Autonomie. Elle apporte un éclairage sur le nombre de personnes en situation de handicap à domicile et détaille leurs limitations fonctionnelles et restrictions d'activité

Service public départemental de l'autonomie : "Ce n'est pas un nouveau guichet"

Média social (Le), 19/11/2024

https://www.lemediasocial.fr/service-public-departemental-de-lautonomie-ce-nest-pas-un-nouveau-guichet_41GJ9A

Le 19 novembre, lors d'une table-ronde organisée par le cabinet Autonomie, des préfigurateurs du service public départemental de l'autonomie (SPDA) ont fait part de la "dynamique" de cette démarche. Des inconnues persistent avant sa généralisation en 2025.

Le Monde Qui devons-nous sacrifier ? Les personnes âgées ou les personnes handicapées ?

Monde (Le), 15/11/2024, p. 27

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/13/l-appel-des-elus>

Si rien ne change dans le projet de finances 2025, l'avenir des départements et leur modèle de justice sociale et territoriale seront fragilisés, s'alarme un collectif de près d'une centaine d'élus départementaux réunis en assises.

Handicap : le dispositif intégré d'un établissement social et médicosocial enfin précisé

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 13/11/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/955168>

Le décret du 5 juillet 2024 relatif aux modalités de fonctionnement en dispositif intégré des établissements et services médicosociaux reprend essentiellement les principes qui régissaient le fonctionnement des dispositifs intégrés des instituts thérapeutiques éducatifs et pédagogiques. Ce fonctionnement permet de changer l'accompagnement ou la scolarisation, sans dépendre d'une nouvelle notification de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Décryptage.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049889025>





Rapport final de recherche

Parents et enfants hier, aujourd'hui et demain. - Produire l'ordinaire, un travail politique au quotidien. Polyordinaire, 2024, 333 p.

<https://www.handeo.fr/publications/etudes-rapports-et-recherche/polyhandicap-et-recherche-participative-polyordinaire>

Ce projet de recherche, financé par la CNSA, s'intéresse à l'accompagnement des personnes polyhandicapées. Le rapport final souligne l'importance de la coordination de la pluralité d'acteurs pour "assurer la continuité de l'accompagnement de la personne polyhandicapée."

Accès aux soins

Violences, psychotrauma et handicap : un outil concret pour mobiliser les soignants ! 2024

<https://www.santementale.fr/2024/11/violences-psychotrauma-et-handicap-un-outil-concret-pour-mobiliser-les-soignants/>

A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes le 25 novembre 2024, l'association Coactis Santé, qui œuvre en faveur de l'accès aux soins des personnes en situation de handicap, publie une nouvelle fiche-conseils de la série "Les Violences" sur Handiconnect.fr (N°S7c).

Accueil de la petite enfance et Handicap

"Un monde à moi" : Une Mam inclusive ouverte aux enfants en situation de handicap - Initiative Lesprodelapetiteenfance.fr, 22/10/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/initiatives/handicap/un-mond>

Alors que la plupart des enfants en situation de handicap sont gardés, par défaut, par leurs parents, cette maison d'assistantes maternelles inclusive de Loire-Atlantique a été créée pour accueillir les enfants en mixité.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-12/ER1286EMB.pdf>

Aide aux aidants

Répit des proches aidants : le relayage à domicile pérennisé

Média social (Le), 18/11/2024

https://www.lemediasocial.fr/repit-des-proches-aidants-le-relayage-a-domicile-perennise_9hKiOM

L'expérimentation du relayage à domicile et des séjours de répit aidant-aidé, qui repose sur des dérogations au droit du travail pour permettre le remplacement de l'aidant par un professionnel plusieurs jours, est pérennisée sous réserve de plusieurs évolutions.

Ecole

Comment les écoles d'arts intègrent progressivement le handicap

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/954162/comment-les-ecoles-darts-integrent-progressivement-le-handicap>

La prise en compte du handicap est inscrite dans les schémas départementaux des enseignements artistiques pour faire évoluer l'accessibilité des pratiques. Les élèves accueillis peuvent souffrir de troubles cognitifs et comportementaux (DYS), de troubles du spectre autistique, de handicaps physiques ou psychiques. L'accueil s'organise autour d'un référent handicap, lorsqu'il y en a un, avec le concours volontaire des enseignants, eux-mêmes soutenus par des acteurs locaux.



Emploi

L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés en 2023

Un taux d'emploi direct de 3,6 %

DARES analyses, 13/11/2024, n° 67

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/lobligation-demploi-des-travailleurs-handicapes-en-2023>

En 2023, 674 400 travailleurs handicapés sont employés dans les 112 300 entreprises assujetties à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH).

Handicap psychique : la Métropole de Tours se mobilise contre les stigmatisations à l'emploi /

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 20/11/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/956560>

A l'occasion de la semaine de l'emploi des personnes handicapées, Clarisse Hermelin coordinatrice du conseil local de santé mentale (CLSM) de Tours Métropole-Val de Loire détaille le programme mis en place par la collectivité pour faciliter l'insertion professionnelles des personnes qui souffrent de troubles psychiques.

Fin de vie



Guide de préparation de la fin de la vie des personnes en situation de handicap, 2024

<https://www.firah.org/fr/preparation-a-la-fin-de-vie.html>

La maladie grave, la fin de vie et la mort ne mettent personne à l'aise. Mais il est possible d'en parler avec nos proches, de s'y préparer, de prendre des dispositions pour que, le moment venu, la dernière partie de notre existence respecte le plus possible ce qui compte à nos yeux. Les personnes en situation de handicap peuvent avoir des difficultés de compréhension et d'expression et courent ainsi le risque que les décisions se prennent sans elles, alors qu'il peut en être autrement.

Cette recherche a eu pour objectif d'identifier, à travers la littérature et l'expérience d'un groupe d'acteurs, les aides dont les personnes handicapées, notamment celles qui sont malades ou avançant en âge, peuvent avoir besoin dans différents domaines pour envisager et préparer la fin de leurs vies. A partir de ces éléments, la recherche a mis en avant les modalités d'accompagnement pour favoriser l'autodétermination des personnes en situation de handicap et a expérimenté ces accompagnements.

La recherche a produit un guide sur la préparation à la fin de la vie et l'articulation souhaitable des différents aidants (familiaux, professionnels). Ce guide a pour objectif de favoriser l'autodétermination des personnes en situation de handicap face à l'ultime étape de l'existence, en donnant place à leurs aspirations jusqu'au bout de leur vie ; et à favoriser la coopération de leurs différents aidants avec des repères partagés pour cette préparation délicate.



Métiers

Handicap : des accompagnantes se forment et deviennent animatrices

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 44

<https://www.lagazettedescommunes.com/953948/des-accompagnantes-se-forment-et-deviennent-animatrices/>

Une formation à l'animation pour huit accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH) est financée par la communauté d'agglomération du Grand Chalon (Saône-et-Loire, 51 communes, 118 000 hab.)

Troubles du neuro-développement

Élèves handicapés : la loi sur l'accompagnement des enfants avec TND est publiée

Média social (Le), 16/11/2024

https://www.lemediasocial.fr/elevés-handicapés-la-loi-sur-l-accompagnement-des-enfants-avec-tnd-est-publiée_sXz1yA

La loi « visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants » est parue au Journal officiel du 16 novembre.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050500482>

Premier anniversaire de la stratégie nationale pour les troubles du neurodéveloppement 2023-2027, 23/10/2024

<https://solidarites.gouv.fr/premier-anniversaire-de-la-strategie-nationale-pour-les-troubles-du-neurodeveloppement-2023-2027>

Le premier anniversaire de la stratégie nationale pour les troubles du neurodéveloppement (TND) : autisme, troubles dys, trouble déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH), trouble du développement intellectuel (TDI) est l'occasion de présenter les principales réalisations et avancées obtenues grâce à l'engagement et la mobilisation de tous.

Autisme, comprendre, accompagner [Dossier]

Ecole des parents (L'), 10/2024, n° 653, p. 29-60

650 000 personnes seraient concernées par l'autisme en France, 78 millions dans le monde. L'évolution des critères diagnostiques et un meilleur repérage ont entraîné une hausse du nombre de cas détectés. On connaît maintenant l'importance de la composante génétique dans ces diverses manifestations regroupées sous l'expression « trouble du spectre autistique ». Où en est la recherche sur ce point ? Comment dépister et accompagner plus précocement, proposer des parcours médicaux et éducatifs appropriés, offrir un accès à l'emploi ? Au-delà de l'état des lieux, ce numéro met l'accent sur des initiatives de terrain qui demandent à être développées, pour offrir à tous les clés d'une plus grande autonomie

<https://www.editions-eres.com/ouvrage/5311/autisme-comprendre-accompagner>



L'autisme un guide pour les officiers et le personnel de police et de gendarmerie

Autisme France, 2020, 21 p.

<https://www.autisme-france.fr/lautisme-un-guide-pour-les-officiers-et-le-personnel-de-police-et-de-gendarmerie>

Ce guide fournit des informations générales sur l'autisme et a pour but d'aider tous les officiers et agents de police et le personnel qui peuvent être amenés à être en contact avec des personnes autistes à assumer leurs responsabilités.

Ce guide a été conçu pour servir de référence régulière. Chaque chapitre peut être lu séparément et vous pouvez vous y plonger pour consulter les informations relatives à votre rôle.



POLITIQUE DE LA VILLE

« Les représentations du ghetto ne sont pas fondées » – Pierre Gilbert, sociologue

Lagazettedescommunes.com, 20/11/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/955202/les-representations-du-ghetto-ne-sont-pas-fondees-pierre-gilbert-sociologue>

Pierre Gilbert, sociologue et politiste, qui consacre ses travaux à l'exploration de l'habitat et des quartiers populaires, a voulu revenir à l'origine de la notion de "ghetto". Il estime que la réalité est tout en nuances. Explications.

PREVENTION DE LA RADICALISATION

Olivier Christen, procureur antiterroriste : «Affaibli, Daech vise désormais les mineurs», 20/11/2024

<https://www.lejdd.fr/societe/olivier-christen-procureur-antiterroriste-affaibli-daech-vise-desormais-les-mineurs-151897>

Seize mineurs ont été mis en examen pour des faits de terrorisme en 2024. Le phénomène, grandissant, inquiète particulièrement le renseignement intérieur. En exclusivité pour le JDNews, le procureur national antiterroriste décrypte la problématique des mineurs radicalisés.

PROTECTION DE L'ENFANCE



"LILIA" Violences sexistes et sexuelles dans le sport, 21/11/2024, 13.35 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=LjoJAPzRJD0>

La Miprof présente « LILIA », un nouveau kit de formation composé d'un court-métrage et d'un guide pédagogique pour les encadrantes et encadrants du sport et de l'activité physique afin de mieux prévenir les violences sexistes et sexuelles.

Le court-métrage « LILIA » a été réalisé par Charlene FAVIER (réalisatrice du film « Slalom ») et met en scène Judith Chemla et Grégory Montel.

Le film est un outil de sensibilisation pour le grand public, les familles, et un support au guide pédagogique pour les encadrantes et encadrants (professionnels et bénévoles) du sport et de l'activité physique.

<https://arretonslesviolences.gouv.fr/node/159>



Protéger un enfant en danger en le confiant à un proche : s'inspirer de l'expérience des départements d'outre-mer / SERAPHIN GILLES

TheConversation.com, 18/11/2024

<https://theconversation.com/protger-un-enfant-en-danger-en-le-confiant-a-un-proche-sinspirer-de-lexpérience-des-départements-doutre-mer-242948>

En France, afin de protéger un enfant en danger, il est possible de le confier à un proche. Ce type d'accueil, encore minoritaire, est plus développé dans les départements et les territoires d'outre-mer et présente un certain nombre d'avantages.

Le Monde La vie sous emprise des jeunes voleuses du métro

Monde - le magazine, 16/11/2024, p. 72-76

https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/11/16/la-vie-sous-emprise-des-jeunes-voleuses-du-metro_6396298_4500055.html

Sur les réseaux sociaux, Angelina affiche un quotidien de rêve : liasses de billets, marques de luxe et grosses voitures. En réalité, l'adolescente, petite main de la fauche dans les transports en commun parisiens, vit sous la coupe d'un clan d'origine bosniaque démantelé en mars. Au centre de ce système, des jeunes filles non scolarisées pour qui tenter de fuir n'est pas une option.





Des enfants à protéger. 70 propositions pour agir vite

Fondation Jean Jaurès, 11/2024, 42 p.

<https://www.jean-jaures.org/publication/des-enfants-a-proteger-70-propositions-pour-agir-vite/>

Si trop d'enfants en France sont en situation d'extrême vulnérabilité, privés des conditions de protection auxquelles ils ont droit, le secteur de la protection de l'enfance subit une crise sans précédent. À la veille du 20 novembre 2024, journée internationale des droits de l'enfant, de nombreux acteurs impliqués dans la protection de l'enfance appellent, à travers 70 propositions, à des actions concrètes pour restaurer la crédibilité et l'efficacité de ce service public.



L'accueil des enfants par un proche / BASSE Lucile

Observatoire national de la protection de l'enfance, 11/2024, 186 p.

https://onpe.france-enfance-protgee.fr/wp-content/uploads/2024/10/rl-accueil_enfants_par_un_proche-002.pdf

Il s'agit d'une revue de littérature scientifique présentant plus d'une trentaine de références pluridisciplinaires et internationales. En facilitant l'appropriation de ces connaissances, cette publication s'inscrit dans la dynamique de développement et d'accompagnement de ce mode de prise en charge visée par la loi du 7 février 2022.

La synthèse transversale rend notamment compte de la diversité des accueils par un proche selon les circonstances individuelles qui ont conduit au retrait de l'enfant du domicile parental. Elle explore aussi les défis rencontrés par les proches accueillants et l'impact de ces prises en charge sur la trajectoire à long terme des enfants et souligne la nécessité d'un soutien adapté aux besoins des familles, mettant ainsi en évidence les enjeux en termes de politique publique



État suicidaire de jeunes en structure collective de protection de l'enfance : quelles ressources partenariales, de prévention et d'intervention pour les professionnels ? / CHARLES Charlene

Observatoire national de la protection de l'enfance

Université Paris-Est Créteil, 2024, 146 p.

<https://onpe.france-enfance-protgee.fr/rapport-recherche/etat-suicidaire-de-jeunes-en-structure-collective-de-protection-de-lenfance-queelles-ressources-partenariales-de-prevention-et-dintervention-pour-les-professionnels/>

Ce travail explore la prise en charge du risque suicidaire des mineurs placés, à la croisée du champ de la santé mentale et de la protection de l'enfance.

Jeunes majeurs



Dernière chance / DELALANDE Romain

France TV, 2024, 52 mn

<https://www.france.tv/france-3/paris-ile-de-france/la-france-en-vrai-paris-ile-de-france/6656237-derniere-chance.html#section-about>

La loi du 7 février 2022, dite Loi Taquet, a permis une avancée majeure dans le domaine de la Protection de l'Enfance, en prolongeant la prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance jusqu'aux 21 ans de l'enfant placé. Une décision nécessaire, portée aussi bien par les agents de l'Aide Sociale à l'Enfance que ceux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, tant les sorties sèches _ l'arrêt des aides dès le jour des 18 ans _ plongeaient de nombreux. Une association francilienne, portée par le Groupe SOS, a pourtant décidé de pleinement investir cette période charnière: il s'agit de "Déclic". Leur credo: apprendre à ces jeunes comment vivre en autonomie, s'assumer, gérer un budget, tout en leur permettant de suivre des formations, afin d'affronter le cap des 21 ans diplôme voire métier.



Une convention pour faciliter l'accès au logement social des jeunes de l'ASE

Média social (Le), 20/11/2024

https://www.lemediasocial.fr/une-convention-pour-faciliter-l-acces-au-logement-social-des-jeunes-de-l-ase_JfECbP

Favoriser l'accès au logement social des jeunes majeurs issus de l'aide sociale à l'enfance (ASE) : tel est l'enjeu de la convention signée entre Départements de France, France Enfance protégée, l'Union sociale pour l'habitat (USH), l'Union nationale des comités locaux pour le logement autonome des jeunes (UNCLLAJ), l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ), l'association pour la formation professionnelle des organismes de logement social (AFPOLS) et la Banque des Territoires.

Maltraitance



Pour que justice soit faite / CHASLE Olivier

France TV, 2024, 52 mn

<https://www.france.tv/france-3/bretagne/la-france-en-vrai-bretagne/6697658-pour-que-justice-soit-faite.html#section-about>

A Caen et à Rennes, une pédiatre et médecin légiste, un magistrat et une enquêtrice de gendarmerie ont uni leurs forces et dépassé leurs prérogatives pour mener contre vents et marées, un combat qui leur tient à cœur, la lutte contre la maltraitance des enfants. Ensemble, leur engagement les guide, les pousse toujours plus loin. Et dans les méandres du combat sans fin, leurs actions résonnent, leur exemple inspire.

Diffusé le 28/11/2024 à 22h50 Disponible jusqu'au 28/11/2025

Violences faites aux enfants : les professionnels face au fléau de la maltraitance [Dossier]

EJE journal : le journal des éducateurs de jeunes enfants, 11/2024, n° 109, p. 30-55

Au sommaire :

- Y-aura-t-il une fin ?
- Soutien à la parentalité : une aide à chaque étape
- Professionnels de l'enfance et violences : dilemmes et décisions complexes
- Prévenir pour éradiquer les maltraitances : les missions d'une association qui donne la parole aux enfants
- Regards croisés pour la protection des jeunes enfants : être EJE en AEMO
- Si petit et déjà. . . : l'accueil des bébés en Pouponnière
- Un berceau inclusif d'accueil occasionnel, rempart contre les violences intrafamiliales

Un berceau inclusif d'accueil occasionnel, rempart contre les violences intrafamiliales / CHAMOUARD Géraldine

EJE journal : le journal des éducateurs de jeunes enfants, 11/2024, n° 109, p. 54-55

Un projet social innovant qui dédie un berceau inclusif d'accueil occasionnel pour des enfants co-victimes. Géraldine Chamouard, gérante de deux micro-crèches yvelinoises nous raconte la réalité de cette structure, en collaboration partenariale avec les réseaux de lutte contre les violences intrafamiliales pour protéger les enfants et pour une meilleure prise en charge de leurs mères par les institutions.

Prostitution des mineurs



'La copine' - une voie d'entrée des mineurs dans la prostitution, 22/10/2024, 3.03 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=yAXQq1cZtO8>

Quatre films d'animation abordent les risques de prostitution des jeunes. Ils expliquent quatre voies d'entrée dans l'exploitation sexuelle des mineurs. Les situations présentées dans chaque épisode sont inspirées de faits réels. Ils résultent de la collaboration entre l'association CVM et l'association Colosse aux pieds d'argile.

Dans l'épisode 'La copine', on découvre l'histoire d'Emma, 14 ans, en classe de 4e. En suivant les conseils de sa copine Jade, elle est amenée à aller toujours plus loin, jusqu'à être victime de prostitution.





Prostitution des mineur.e.s : guide à destination des professionnel.le.s, 2024, 72 p.
<https://www.rheso.org/wp-content/uploads/2024/10/Guide-prostitution-des-mineur.e.s.pdf>

Elaboré dans le cadre des travaux de la commission « prostitution des mineur.e.s » pilotée par le Conseil Départemental du Vaucluse, ce guide a été pensé et rédigé par Léa Pflaum et Lina Ouatiya de l'association Rhéso. Elles sont toutes deux spécialisées

sur les questions de prostitution des mineur.e.s et jeunes majeur.e.s et œuvrent au quotidien auprès de ce public.

Elaboré en collaboration avec le Conseil départemental du Vaucluse, le planning familial, la Maison Des Adolescents, L'étape 84, le CODES 84, la DTPJJ, le CDEF84. Il est le fruit de compétences mutualisées dans la prévention, le repérage et l'accompagnement des mineur.e.s.

Il aborde le sujet en détail, permettant ainsi de mieux comprendre ce phénomène et d'identifier les signes révélateurs d'une activité prostitutionnelle chez

les mineur.e.s. Il encourage également les professionnel.le.s à réfléchir à leur posture et leur approche lorsqu'ils et elles sont confronté.e.s à des mineur.e.s victimes de prostitution, afin d'adopter une attitude cohérente, adaptée et efficace dans le recueil de la parole et l'accompagnement de ces jeunes.

PROTECTION SOCIALE



Universelle et solidaire, histoire de la Sécurité sociale - Le cours de l'histoire

France culture, 11/2024

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-universelle-et-solidaire-histoire-de-la-securite-sociale>

Charité bien ordonnée commence par une histoire de l'hôpital pour soigner les pauvres et par celle des Sociétés de secours mutuel. Et voici la Sécurité sociale, qui voit le jour (heureux) en octobre 1945, mais elle est désormais confrontée à une sombre affaire de trou : une histoire à creuser

Sécurité sociale : la fin d'une époque / SANCHEZ Jean-Louis

Journal des acteurs sociaux, 10/2024, n° 289-290, p. 23-31

Une fois encore, le débat budgétaire sur le financement de la protection sociale s'enkyste dans des préoccupations de court terme. L'avenir de la solidarité dans notre pays ne saurait pourtant s'envisager sans tenir compte de l'évolution démographique, économique et sociale. Quelle que soit la branche concernée, il apparaît aujourd'hui que nos réponses doivent être adaptées. Cela semble évident s'agissant des retraites, mais c'est également vrai des autres prestations.

TRAVAIL SOCIAL



Santé mentale - Intervention sociale : pratiquer sans s'épuiser - Replay Webinaire

Fédération des acteurs de la solidarité, 13/11/2024, 120 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=PSOOweqpYWU>

Social, notre Webinaire s'intéressera cette fois-ci directement aux intervenant.e.s sociaux.ales.

Nicolas Antenat : « Les travailleurs sociaux sont les yeux de la société »

Lagazettedescommunes.com, 27/11/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/956527/nicolas-antenat-les-travailleurs-sociaux-sont-les-yeux-de-la-societe>

Nicolas Antenat, philosophe et enseignant-chercheur vacataire à l'université Paris Cité, explique à « La Gazette » les raisons du découragement manifeste, dès la formation, des futurs travailleurs sociaux, sur fond de crise du travail social qui s'enkyste.



Le cadre d'emplois des psychologues territoriaux

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 53-54

<https://www.lagazettedescommunes.com/154686/le-cadre-demploi->

- Accès : Le recrutement des psychologues territoriaux intervient après inscription sur une liste d'aptitude établie à l'issue d'un concours sur titres avec épreuve.
- Concours : Les concours d'accès au cadre d'emplois de psychologue territorial ne comportent qu'une seule épreuve orale d'admission : un entretien avec le jury.
- Bonification : Ceux qui ont déjà exercé des fonctions similaires dans un établissement de soins public ou privé, ou préparé un doctorat, peuvent bénéficier d'une bonification d'ancienneté.

Les séances d'Analyse de Pratiques Professionnelles : richesse et limites ? Par Monique Busquet (Psychomotricienne, formatrice petite enfance)

Lesprodelapetiteenfance.fr, 05/11/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/vie-professionnelle/paroles-de-p>

Les professionnels sont de plus en plus nombreux à bénéficier de séances d'Analyse de Pratiques Professionnelles (nommés aussi Groupes d'Analyse des Pratiques), depuis que les gestionnaires des établissements d'accueil ont obligation de mettre en place ces séances.

Il s'agit de donner à chaque professionnel des temps, en dehors de la présence des enfants, avec un intervenant qualifié pour les APP, extérieur à l'équipe, sans lien hiérarchique et dans un cadre de confidentialité des échanges. C'est une reconnaissance de l'importance de pouvoir s'exprimer, échanger, penser et réfléchir à ses pratiques, dans un cadre protecteur. C'est une reconnaissance des enjeux émotionnels de ces métiers, de la nécessité de revisiter ses propres réactions et celles des enfants, des parents ou de ses collègues, de pouvoir exprimer ses ressentis sans peur du jugement, de prendre du recul, d'ouvrir d'autres compréhensions et perspectives d'actions en bénéficiant du regard de ses collègues et d'une pensée en groupe.

VIOLENCES

Le gouvernement annonce l'intensification des actions de lutte contre les violences faites aux femmes / BONNIN Lucille

Maire-info.com, 26/11/2024

<https://www.maire-info.com/article.asp?param=29156>

À l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, hier, le Premier ministre a annoncé vouloir « aller plus loin » et consolider le plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes « Toutes et tous égaux » 2023-2027.

THE CONVERSATION

La prostitution en milieu rural : précarité, violences, invisibilité / REVERSE

Clément, DAGORN Johanna

TheConversation.com, 24/11/2024

<https://theconversation.com/la-prostitution-en-milieu-rural-precarite-violences-invisibilite-243702>

En France, la prostitution en milieu rural est largement invisibilisée, reléguée aux marges des débats politiques et de société, comme s'il s'agissait d'un phénomène parfaitement urbain. Pourtant elle est bien présente dans les campagnes. Deux sociologues ont enquêté en Nouvelle-Aquitaine. Des témoignages de jeunes précaires et de femmes prostituées par leurs compagnons montrent la détresse et l'isolement des victimes. Une action volontariste de l'État apparaît indispensable pour briser la loi du silence.



Violences conjugales



Replay - Protéger les victimes de violences conjugales et prévenir les féminicides

Centre Hubertine Auclert, 05/11/2024, 124 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=9F-DjysmlfA>

À l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes 2024, l'Observatoire régional des violences faites aux femmes du Centre Hubertine Auclert présente sa nouvelle étude inédite sur l'évaluation du danger et la protection des victimes.

Après une présentation des analyses et préconisations de l'étude, plusieurs tables-rondes ont abordé les enjeux stratégiques, et notamment l'évaluation du danger et la protection des victimes, le recueil de la parole et le cadre de l'audition, ainsi que les perspectives d'amélioration des outils étudiés.

Cet événement s'est déroulé en présence de représentant-es de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale, d'acteurs et actrices institutionnelles du réseau central et déconcentré de l'égalité, et d'associations spécialisées dans l'accompagnement des victimes.

<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/actualites/publication-de-letude-protoger-les-victimes-de-violences-conjugales-et-prevenir-les>



Protéger les victimes de violences conjugales et prévenir les féminicides

Centre Hubertine Auclert, 2024, 120 p.

https://www.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/medias/ETUDE_Outils%20Police%202024_web.pdf

Cinq ans après le Grenelle des violences conjugales et profitant du cadre propice du projet régional de formation des forces de sécurité, cette étude analyse le masque de plainte et la grille d'évaluation du danger, deux outils développés et rendus obligatoires afin d'évaluer le danger encouru par les victimes de violences conjugales et harmoniser le recueil de leur parole sur l'ensemble du territoire. Cette étude se fonde sur les données collectées dans le cadre du projet régional de formation des forces de sécurité mené en 2023 (questionnaires, fiches-bilan) ainsi que sur des entretiens auprès des effectifs de la police nationale et des personnes expertes.



Guide pour accueillir et accompagner des femmes victimes de violences au sein du couple

Miprof, 11/2024, 50 p.

<https://arretonslesviolences.gouv.fr/sites/default/files/2024-11/V2-Guide-Acteurs-Violences-Femmes-NOV24.pdf>

L'Etat avec la direction générale de la cohésion sociale, le service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE) et la Miprof – a réalisé un guide pratique pour permettre aux élues et élus des collectivités et aux professionnelles et professionnels de terrain de savoir comment réagir face à une femme victime de violences de la part de son partenaire ou ex-partenaire et vers qui l'orienter.

Les violences conjugales enregistrées par les services de sécurité en 2023, 11/2024, n° 44, 7 p.

<https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/Actualites/Info-rapide-n-44-Les-violences-conjugales-enregistrees-par-les-services-de-securite-en-2023>

En France en 2023, les services de sécurité ont enregistré 271 000 victimes de violences commises par leur partenaire ou ex-partenaire, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2022, proche du taux d'évolution annuel moyen constaté depuis 2019 (soit 13 %).



Ernestine Ronai, une pionnière des politiques publiques de lutte contre les violences faites aux femmes, Travail et genre, 2024, n° 52, p. 5-22

<https://shs.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2024-2-page-5>

Le parcours d'Ernestine Ronai est celui d'une femme d'origine juive, née en 1946, ne parlant que le yiddish dans son enfance et qui deviendra l'une des pionnières dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Femme de conviction et de terrain, elle a été institutrice, secrétaire nationale de l'association Femmes solidaires du Parti communiste puis psychologue scolaire. Avec la création du premier Observatoire des violences faites aux femmes en Seine-Saint-Denis qu'elle anime depuis 2002, elle a permis l'expérimentation de nombreux dispositifs comme le « téléphone grave-danger » et impulsé un partenariat fort entre les acteurs et actrices des violences faites aux femmes (police, justice et associations, etc.). Ce parcours exemplaire couvre des périodes clés de notre Histoire et témoigne des luttes nécessaires à la prise en compte, progressive et encore inachevée, des violences faites aux femmes par les pouvoirs publics. L'engagement d'Ernestine Ronai est avant tout concret car il change le quotidien de nombreuses femmes et enfants victimes de violences.

Violences sexuelles



Trauma et violence sexuelle : de l'agression à la réparation - Carnets de santé

France culture, 11/2024

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-trauma-et-violence-sexuelle-de-l-agression-a-la-reparation#concept-about>

Un grand entretien en six épisodes pour comprendre le processus vécu par les victimes de violences sexuelles, du traumatisme initial à sa prise en charge, parfois des décennies plus tard. À partir de témoignages issus des documentaires produits par France Culture, Marina Carrère d'Encausse recueille les réactions et analyses de la psychiatre Muriel Salmona. Cette dernière mobilise aussi son expérience personnelle de victime enfant de violences sexuelles pour mieux faire comprendre les mécanismes psychotraumatiques.



"LILIA" Violences sexistes et sexuelles dans le sport, 21/11/2024, 13.35 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=LjoJAPzRJDo>

La Miprof présente « LILIA », un nouveau kit de formation composé d'un court-métrage et d'un guide pédagogique pour les encadrantes et encadrants du sport et de l'activité physique afin de mieux prévenir les violences sexistes et sexuelles.

Le court-métrage « LILIA » a été réalisé par Charlène FAVIER (réalisatrice du film « Slalom ») et met en scène Judith Chemla et Grégory Montel.

Le film est un outil de sensibilisation pour le grand public, les familles, et un support au guide pédagogique pour les encadrantes et encadrants (professionnels et bénévoles) du sport et de l'activité physique.

<https://arretonslesviolences.gouv.fr/node/159>



Les violences sexistes et sexuelles en France en 2023

Lettre de l'Observatoire national des violences faites aux femmes, 19/11/2024, n° 22, 59 p.

<https://arretonslesviolences.gouv.fr/sites/default/files/2024-11/Lettre-Observatoire-des-violences-faites-aux-femmes-Miprof-Novembre-2024.pdf>

La Lettre de l'Observatoire national des violences faites aux femmes datée du 19 novembre 2024 réunit et analyse les principales données issues de la statistique publique et du monde associatif en 2023 permettant de mieux mesurer et comprendre ce phénomène systémique ancré dans les inégalités de genre.



Le Monde A l'écoute des victimes de violences sexuelles / CORDIER Solène

Monde (Le), 25/11/2024, n° 24851, p. 12

https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/11/23/avec-les-ecoutantes-du-collectif-feministe-contre-le-viol-vous-avez-bien-fait-de-nous-appeler_6410451_3224.html

Depuis près de quarante ans, la ligne Viols Femmes Informations recueille la parole des personnes agressées.

Des organisations à l'origine d'une coalition féministe estiment que la justice n'est pas à la hauteur face à l'ampleur du problème et présentent une loi-cadre de 140 mesures.

https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/11/21/une-coalition-feministe-presente-140-mesures-pour-lutter-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles_6406601_3224.html



Comment revivre après un viol ?

Libération, 14/11/2024, p. 20-21

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/comment-revivre-apres-un-viol-20241108_6HAPFNPIQZAFVNZNBHBTJ5PJE/

La philosophe américaine Susan Brison a pris sa propre agression comme sujet d'étude pour analyser les effets de la violence sexuelle sur son corps et son identité. L'essentiel de sa reconstruction a consisté à « assembler un moi brisé ». Elle propose un vade-mecum de survie aux victimes.

Peut-on parler de consentement en contexte de violences sexuelles ? / GUYOT-SIONNEST

Pamina, Revue du crieur, 11/2024, n° 25, p. 138-157

« Seul un oui est un oui », « Non c'est non ! », « Qui ne dit mot ne consent pas », « Céder n'est pas consentir », « Sans oui, c'est non » . . . Ces slogans illustrent autant de positionnements féministes dans les discussions anciennes et complexes sur la place à donner aux notions de consentement et de non-consentement dans les affaires de violences sexuelles. Ces derniers mois, les livres, articles et prises de positions se sont multipliés pour tenter de trancher cet épineux débat. Le « consentement » est-il le seul moyen de distinguer juridiquement un viol d'une relation sexuelle désirée ? Est-il vraiment l'outil le plus pertinent pour la lutte contre les violences sexuelles ?

[Nouvelles Acquisitions](#)

